

Délibération n°2024_10_10_4

Objet : SPL TaM - Modifications statutaires - Autorisation accordée au représentant de la commune de Pérols

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 10 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt quatre, le dix octobre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 4 octobre 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 17

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Peggy DE KERPOISSON - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL

Absents représentés :

Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Colette MORETEAU pouvoir à Romain CASAS-MATEU - Francine BOYER pouvoir à Jean-Marc LEÏENDECKERS - Pascale MARCHAL pouvoir à Françoise BERTOUY - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT

Absents :

Olivier BOUDET - Fabrice IRANZO - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

La Société Publique Locale (SPL) TaM a pour objet l'exploitation des services de transport public, la réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, d'ouvrages sur voirie. La société intervient aussi dans le cadre de la réalisation et la gestion de parcs de stationnement en ouvrages ainsi que la gestion du stationnement payant sur voirie.

Le capital social à hauteur de 15 286 K€ est détenu par Montpellier Méditerranée Métropole (68.31%) qui est représentée par 5 élus au sein du Conseil d'Administration, aux côtés de la Ville de Montpellier (31.40%) avec 2 représentants, dont le Président de la société Laurent NISON, et la Ville de Pérols (0.29%, 1 représentant).

Par délibération n°2022_09_29/14 du 29 septembre 2022, le Conseil municipal de Pérols a désigné Monsieur Jean-Pierre RICO pour le représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL TaM aux cotés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Renaud CALVAT, Sébastien COTE.

La SPL TaM envisage le développement de nouveaux projets pour répondre aux besoins de ses actionnaires.

Ainsi, par délibération n° V2023-435 du 11 décembre 2023 le Conseil municipal de Montpellier a souhaité confier à la SPL TaM un contrat de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière automobile, pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2025.

La Métropole souhaite également demander à TaM de mettre à profit son expérience et ses compétences dans la gestion de ses usagers, notamment accrue par la mise en œuvre de la gratuité des transports en commun, pour travailler à une offre multi-services et un support dématérialisé lié, permettant une identification unique pour accéder aux services de la Métropole et de ses partenaires (E-services, régie des eaux, téléalerte, médiathèques, piscines, transport, ...). La distribution et le cycle de vie de la carte (instruction des pièces justificatives, SAV, ...) seront effectués par la SPL TaM en considération du fait que les services de mobilité sont au cœur du bouquet de services offerts par Montpellier Méditerranée Métropole, et que la gratuité réservée aux habitants de la Métropole implique une maîtrise parfaite des profils résidents. Un travail de mise en relation de la plateforme multi-services de la Métropole et des outils numériques TaM est donc également nécessaire afin de permettre le transfert des informations utiles à la création des droits des usagers.

La Métropole projette encore de confier à sa SPL la gestion des ascenseurs situés sur l'espace public et qui permettent de faciliter l'accès des usagers aux stations du réseau, dans une logique de gestion globale de l'accessibilité des stations.

A travers la gratuité des transports en commun, le pass gratuit et sa gestion dématérialisée sont entrés dans le quotidien des habitants de la Métropole, ouvrant sur tout un panel de services mobilités accessibles sur un seul support. Afin d'enrichir encore ce service aux habitants, il est envisagé de confier la gestion et l'exploitation des services numériques multimodaux (MaaS) et des services de mobilité auprès des usagers tel que l'accès aux points de recharge pour les utilisateurs de véhicules électriques.

C'est dans ce contexte qu'une modification des statuts concernant l'article 2 relatif à l'objet social de la société est proposée, afin de pouvoir clarifier, compléter et ajuster certaines dispositions permettant de confier l'ensemble de ces projets à la SPL TaM.

Il convient également de profiter de cette modification statutaire pour mettre à jour l'article 26 relatif au commissaire aux comptes, afin d'intégrer la nouvelle référence à l'article du Code de commerce, et l'article 27 relatif à l'information du représentant de l'Etat, à la suite de la modification de l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le Conseil d'Administration de la SPL TaM prévoit à cet effet la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de modifier les statuts.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes actionnaires, telle que prévu à l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui s'applique

également aux SPL et qui dispose : « à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'État et soumise au contrôle de légalité ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser son représentant aux Assemblées Générales, Monsieur Jean-Pierre RICO, à voter en faveur des modifications statutaires, sous réserve de l'adoption par le Conseil d'Administration de la SPL TaM de la décision de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire de la TaM afin de soumettre à son approbation lesdites modifications statutaires ;
- Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0


Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 11 octobre 2024

Le Maire,
Jean-Pierre RICO

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.